



# PAR LA BANDE . . .

UN JOURNAL ÉLECTRONIQUE CITOYEN

ANNÉE 2019 NO.15

Février 2019

## Par la bande...pourquoi?

Depuis sa création en 1988, le Centre de formation communautaire de la Mauricie (CFCM) se fait un devoir de mettre sur pied des activités de formation qui répondent aux besoins du mouvement communautaire. En tant que lieu d'information, d'analyse, d'apprentissage et de citoyenneté, le CFCM s'efforce également de susciter, grâce aux formations et aux événements qu'il appuie, la réflexion et le partage des idées.

Malgré l'intérêt manifeste du mouvement communautaire pour les questions qui touchent aux grands enjeux sociaux, nous avons constaté qu'il était de plus en plus difficile de réunir les organismes autour d'activités qui traitent de ces thèmes. Le CFCM a donc décidé de lancer le *Par la bande...* pour vous amener à réfléchir sur ces enjeux et encourager la réflexion, le partage et la discussion au sein des différents acteurs du mouvement communautaire.

Comme vous pouvez le constater, le *Par la bande...* fait peau neuve et sera maintenant disponible sous forme d'infolettre. Cette nouvelle mouture permettra de naviguer plus aisément à travers les textes. Également, comme vous avez pu l'observer depuis quelques semaines, le Facebook du CFCM servira aussi de veille informationnelle pour vous informer sur des sujets d'actualités et d'études touchant notre mission.

### TABLE DES MATIÈRES

- [Yves-Marie Abraham](#) \_\_\_\_\_ page 2
- [Claude Vaillancourt](#) \_\_\_\_\_ page 4
- [En savoir plus!](#) \_\_\_\_\_ page 6
- [Formations à venir](#) \_\_\_\_\_ page 7
- [30 ans du CFCM](#) \_\_\_\_\_ page 7
- [Invitation 20 février](#) \_\_\_\_\_ page 7

## Justice sociale et écologie : même combat!

La justice sociale est un principe qui anime les mouvements sociaux progressistes du Québec et d'ailleurs. Mobilisée pour dénoncer les abus et les méfaits du capitalisme moderne, la notion de justice sociale est traditionnellement associée à la lutte contre la pauvreté et les inégalités de richesse. De fait, au cours du XX<sup>e</sup> siècle, elle est au cœur des revendications portées par les mouvements ouvriers et populaires en vue de mettre en œuvre différentes mesures de protection sociale.

L'évolution de la pensée critique a eu pour effet d'encourager la diversification des mouvements sociaux et d'élargir l'analyse des inégalités en intégrant différents facteurs : l'appartenance ethnoculturelle, le sexe, le handicap physique ou intellectuel, l'orientation sexuelle, etc. Face à cette reconfiguration de la critique sociale, le concept de justice sociale est constamment appelé à intégrer et à concilier les revendications et les aspirations porter par les différents mouvements sociaux.

L'urgence climatique à laquelle l'humanité est confrontée nous oblige une fois de plus à approfondir notre réflexion sur la justice sociale afin d'y intégrer la question environnementale. Alors que plusieurs réclament une transition économique verte et intelligente, force est de se questionner sur la forme et les modalités de celle-ci.

Depuis près de 40 ans, c'est le concept de développement durable qui est invoqué afin de répondre au défi écologique contemporain. Celui-ci peine toutefois à se traduire en résultats concrets et il est nécessaire, pour Yves-Marie Abraham, professeur agrégé au département de management du HEC Montréal, de remettre en question cette idéologie du développement. Pour M. Abraham, le développement durable reste attaché à une vision de la croissance économique qui présuppose une production infinie dans un monde fini. Par conséquent, cette notion ne résout en rien la crise à laquelle l'humanité doit faire face. Ainsi, M. Abraham en appelle à une décroissance solidaire reposant sur la réduction de la production, le partage et la démocratie.

Alors que la crise écologique se fait de plus en plus urgente, Claude Vaillancourt, président d'ATTAC-Québec, considère que les solutions pour y faire face n'ont d'autres choix que de se faire

de plus en plus radicales. Attirant notre attention sur les causes systémiques de la crise écologique, qu'il situe essentiellement dans la dynamique du capitalisme contemporain, l'auteur insiste sur la nécessité de remettre en question les rapports de production, voire les rapports d'exploitation, qui sous-tendent le système économique mondial. Toujours selon M. Vaillancourt, il importe que les luttes écologiques convergent avec les luttes pour la justice sociale si l'on souhaite réussir à articuler une réponse collective efficace à la crise environnementale qui nous menace.

La nécessité de trouver une solution collective aux problèmes environnementaux s'affirme avec de plus en plus de force. Les individus se montrent prêts à faire des efforts, mais ils se rebutent à l'idée de porter seuls la charge de transformer le monde et à payer les frais de la transition écologique. À preuve, il y a le mouvement des Gilets jaunes qui secoue la France depuis quelques mois, mais il y a aussi, dans un autre ordre d'action, les instigateurs du Pacte pour la transition, le mouvement La planète s'invite au parlement, les Grèves étudiantes pour le climat qui revendiquent tous que les

gouvernements prennent des mesures structurantes pour s'attaquer à la question environnementale. C'est d'ailleurs dans cette optique que la Coalition des forces sociales de la Mauricie et du Centre-du-Québec et que le comité local Engagez-vous pour le communautaire ont annoncé qu'ils feraient de l'environnement un axe majeur de leurs actions visant à souligner la journée mondiale pour la justice sociale qui aura lieu le 20 février prochain.

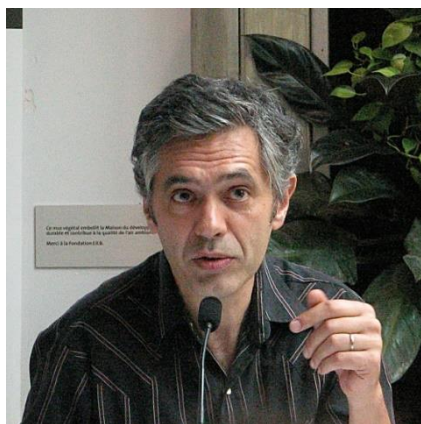
Steven Hill Paquin

---

## Pour une décroissance solidaire

---

L'appel explicite à une « décroissance soutenable » ou « conviviale » a été lancé il y a un peu plus de 15 ans maintenant, en Europe, contre l'idéologie du « développement durable ». Pourquoi cette attaque ? Parce que le projet d'un « développement durable » apparaissait – et apparaît toujours ! – critiquable pour au moins trois raisons.



Yves-Marie Abraham, professeur à HEC Montréal, où il enseigne la sociologie de l'économie et mène des recherches sur le thème de la décroissance.

### Le développement durable : une contradiction dans les termes

En premier lieu, ce projet laisse entendre qu'une croissance économique infinie dans un monde fini serait possible. Or, une telle chose est évidemment absurde. Au mieux, disent ironiquement les « objecteurs de croissance », le développement durable permettra de « polluer moins pour polluer plus longtemps ». Mais les limites biophysiques de la planète finiront par stopper cette course à la production de marchandises.

En réalité, on constate que l'idéologie du développement durable n'a même pas permis de « polluer moins » depuis que les grandes organisations internationales l'ont promue à la fin des années 1980. Ce qui ne veut pas dire que cette idéologie est restée sans effet. Au contraire. Elle a calmé une bonne part des inquiétudes qui se sont exprimées avec force en Occident au moins depuis les années 1960 concernant le caractère destructeur de notre civilisation et elle a canalisé une part de la volonté de changement vers des projets réformistes.

Le développement durable a servi en somme d'anxiolytique sur le plan psychologique et de contre-feu ou d'éteignoir sur le plan politique. En ce sens, c'est une idéologie dangereuse, parce que pendant que nous dormions paisiblement ou que nous contemplions avec soulagement le joli dessin des « trois piliers du développement durable », la destruction a continué et a même accéléré, si l'on en croit tous les chiffres qui sortent à ce sujet. Si l'on veut éviter de rendre inhabitable la planète Terre à une grande partie ou à la totalité de l'espèce humaine, il est grand temps de se réveiller. La décroissance est d'abord un slogan provocateur qui veut susciter ce réveil !

### Une croissance foncièrement injuste

Mais il ne s'agit pas seulement de rappeler qu'une croissance infinie est impossible. Les partisans de la décroissance soutiennent par ailleurs que la croissance n'est pas souhaitable, pour des raisons de justice.

Contrairement à ce que présuppose l'idéologie du « développement durable

», la croissance n'est pas au service du bien-être de l'humanité. Elle est au service du Capital. Elle est une exigence du Capital. Or, le Capital est un rapport social et ce rapport social est un rapport d'exploitation, comme Marx n'a eu de cesse de le montrer. Une minorité contrôle les moyens de production, ce qui force la majorité à travailler au profit de cette minorité si elle veut obtenir de quoi vivre. C'est sur cette base pour le moins inégale que repose la course à la production de marchandises. Pas étonnant dans ce cas, comme l'a montré l'économiste Thomas Piketty dans son maître ouvrage (*Le capital au XXIe siècle*, 2015), que généralement la croissance s'accompagne d'un creusement des inégalités entre ceux qui contrôlent les capitaux et ceux qui n'ont pour vivre que leur force de travail.

Il faut ajouter à cela le fait que ce rapport d'exploitation s'est doublé dès son origine, au sein de la classe ouvrière en devenant, d'un rapport d'exploitation des femmes par les hommes. Comme Silvia Federici (*Caliban et la sorcière*, 2014) et d'autres féministes marxistes le rappellent, l'accumulation capitaliste n'a été possible que parce que les femmes ont assumé gratuitement la « reproduction » de la force de travail des hommes exploitée dans le rapport salarial. Absolument essentiel au capitalisme, ce travail « invisible » (préparation des repas, entretien ménager, soins de santé, éducation des enfants, manifestations d'affection, etc.) a été imposé aux femmes au nom de « l'amour » et de « l'instinct maternel ».

On ne doit pas oublier non plus que la croissance fabuleuse des derniers siècles est indissociable de formes d'exploitation entre humains encore plus violentes, telles que l'esclavage, le servage ou encore le péonage, qui n'ont jamais cessé d'exister jusqu'à aujourd'hui, au moins sur les marges du monde occidental.

Colonialisme et néo-colonialisme ont joué et continuent de jouer un rôle clef dans la dynamique capitaliste.

Enfin, outre ces rapports entre humains qui contredisent l'idéal égalitaire que l'on trouve en principe au fondement de nos sociétés, l'exploitation industrielle de la nature se traduit par des rapports avec les autres animaux qui posent eux aussi des problèmes en termes de justice. D'une part, la course à la production de marchandises favorise la destruction massive des animaux sauvages. Elle tend à nier leur droit à l'existence. D'autre part, elle repose sur la production industrielle d'animaux d'élevage à qui on impose des conditions de vie effroyables, véritablement barbares.

Il faut donc refuser la croissance, non seulement parce qu'elle menace nos conditions d'existence sur terre, mais aussi parce qu'elle est indissociable d'injustices graves entre humains d'une part et entre animaux humains et non-humains d'autre part.

### **Le coût caché du progrès technique**

Troisième critique fondamentale : les objecteurs de croissance reprochent à l'idéologie du développement durable d'être bien trop technophile. Les partisans de cette idéologie attendent beaucoup en effet de la technoscience et des experts pour éviter ou limiter les catastrophes écologiques. Outre les limites en termes d'efficacité des techniques dont nous disposons, leur déploiement et leur expansion continue présentent une menace grave pour notre liberté, entendue ici au sens de la capacité à décider de nos manières de vivre ensemble.

La croissance des derniers siècles repose sur la prolifération de machines qui constituent aujourd'hui une « mégamachine » dont nous faisons partie intégrante et au service de laquelle nous

déployons des efforts individuels et collectifs toujours plus colossaux. Comme le dit le philosophe Louis Marion : « Acheter une voiture, ce n'est pas acheter un moyen de déplacement technologique neutre, c'est acheter une civilisation. Avec la bagnole vient toute une armada : la route, le parking, les bétonneuses, les diverses pollutions, la défiguration du paysage et les catastrophes industrielles comme celle de Lac-Mégantic. Sans compter les morts et les accidentés de la route. » (*Comment exister encore*, 2015). Dans une large mesure, nous sommes devenus les moyens de nos outils. Et pas moyen de s'en débarrasser facilement : certains de ces outils sont devenus totalement indispensables aujourd'hui. Comment vivre sans voiture ou sans ordinateur dans notre monde ?

En somme, les objecteurs de croissance ne se soucient pas seulement de sauver notre maison planétaire. Cela n'en vaut la peine que si l'on peut y vivre dans le respect des deux valeurs essentielles sur lesquelles nos sociétés sont en principe fondées, l'égalité et la liberté.

### **Que faire ?**

La seule manière de mettre un terme au désastre écologique en cours consiste à produire moins. Cependant, réduire la production dans des sociétés déjà profondément inégalitaires où un nombre grandissant de personnes n'ont tout simplement pas les moyens matériels de mener une vie digne aurait pour conséquence inévitable d'aggraver les injustices actuelles. Afin de ne pas en arriver là, un deuxième principe doit être mis en œuvre : partager plus. Concrètement, pour que chaque citoyen ait accès à des moyens d'existence décentes dans le respect des limites biophysiques de notre planète, il faut imposer des limites à l'accumulation du capital et à la propriété privée.

Ce nécessaire partage de nos moyens d'existence ne s'impose pas seulement pour des raisons de justice sociale et économique : il représente également la condition sine qua non pour que nous puissions commencer à reprendre le contrôle de nos vies. Pour l'heure, nous n'avons pas le pouvoir de décider vraiment de la manière dont nous souhaitons vivre ensemble. Ainsi, il s'agit non seulement de dénoncer le fait que nos institutions

politiques n'ont rien de démocratique, mais surtout de reconnaître que ces institutions sont elles-mêmes soumises pour l'essentiel à cet impératif illusoire de la croissance infinie.

Avec ces trois exigences en tête – produire moins, partager plus, décider vraiment – il est possible de se mettre en chemin pour commencer à bâtir des sociétés post-croissance, que ce soit en

militant dans un mouvement politique ou social, ou encore en travaillant à développer des solutions concrètes pour produire nous-mêmes, collectivement et localement, ce dont nous avons besoin pour vivre (jardin, cuisine et atelier collectifs, bibliothèques d'outils, université populaire, épicerie communautaire, cohabitat...).

## Inégalités sociales et changements climatiques : Couper le mal à la racine

Les deux maux qui frappent l'humanité le plus durement, les changements climatiques et les inégalités sociales, nous mettent dans une situation inconfortable. Comme notre temps disponible est forcément très limité, est-il possible de se préoccuper également de l'un et l'autre de ces problèmes ? Puisque le dérèglement du climat nous met devant une échéance dramatique et menace l'avenir de notre planète, certains choisissent de s'y attaquer en premier. Mais est-il alors acceptable de faire pour cela abstraction de la misère dans laquelle s'enfoncent trop de gens aujourd'hui ?



Claude Vaillancourt, écrivain, enseignant et président d'ATTAC-Québec

Et si, en vérité, il n'y avait pas d'opposition entre ces deux causes ? Ces maux ont en effet la même origine : un système économique qui sacrifie tout au libre marché. L'idéologie de la croissance sans fin, sans redistribution réelle de la richesse, a mené à ce monde inquiétant dans lequel nous vivons, avec un fort penchant pour l'autodestruction. En l'attaquant de front, il est alors possible de se pencher simultanément sur nos deux grandes préoccupations.

Ce monde inégalitaire qui est le nôtre a fait des individus les plus riches les plus grands pollueurs, un phénomène que le journaliste Hervé Kempf, entre autres, a bien documenté dans son best-seller *Comment les riches détruisent la planète* il y a plus de dix ans déjà. Et qui continue à se reproduire à haute échelle. Nous en avons eu un autre exemple au Forum économique mondial cette année, alors qu'on plaçait les dangers climatiques parmi les risques les plus élevés pour les populations, et que les riches gens d'affaires qui s'y rendaient n'ont pas renoncé à leur jet privé.

Ce décalage se produit aussi entre pays riches et pays pauvres, les premiers ayant de loin la pire empreinte écologique, et les seconds adoptant le plus souvent le mode de développement le plus nocif et

le plus polluant, parce qu'il coûte moins cher. L'incapacité ou tout simplement le refus de traiter simultanément les problèmes d'inégalités sociales et d'environnement crée un cycle de misère qui ne fait qu'accentuer les difficultés.

L'hyperconsommation des pays riches, leurs émissions dans l'atmosphère ont des répercussions partout sur notre planète, mais surtout dans les pays du Sud, confrontés à des sécheresses, du déboisement, de la désertification, de l'exploitation polluante des ressources naturelles. À cela se joint de l'évasion fiscale pratiquée à haute échelle, privant ces pays de ressources financières, des plans d'ajustement structurel qui ont forcé un retrait de l'État dans le secteur des services publics, une situation dont la responsabilité repose sur un secteur financier occidental qui en a largement profité pour s'enrichir.

La pauvreté, le manque de ressource, le manque d'espoir créent de vastes mouvements de population, une émigration forcée qui se heurte à des frontières qu'on refuse d'ouvrir dans les pays fortunés, sous la pression des mouvements d'extrême droite. Pourtant, les politiques adoptées actuellement rendront encore plus criant le problème des migrations, par leur refus de traiter le problème à la

source, et feront de nouvelles pressions sur les frontières.

### Gilets jaunes et fiscalité

Le cas des Gilets jaunes en France montre bien la difficulté de s'attaquer aux changements climatiques sans tenir compte des inégalités sociales. Le gouvernement Macron a jugé bon de mettre en place une taxe sur l'essence, jugée nécessaire pour réduire la consommation de pétrole. Mais le gouvernement français a eu tout faux dans sa façon d'imposer cette mesure, qui arrive à un bien mauvais moment. Cette taxe suit en effet une importante baisse de l'impôt sur la fortune. Ces revenus ne sont pas attribués à la transition énergétique, mais visent à compenser les pertes causées par les importants cadeaux donnés aux plus riches, dont des exonérations de cotisations sociales accordées aux employeurs. Il s'agit là d'une mesure parfaitement régressive. Tout cela alors que les transports en commun, et plus spécifiquement le train, ont été considérablement réduits, qu'on a ainsi forcé les gens à acheter des voitures qui viennent maintenant gruger le budget des familles de la classe moyenne. On comprend alors la colère des Gilets jaunes.

Cette très grande maladresse du gouvernement Macron vient discréditer l'idée même de la taxe sur le carbone, qu'il a d'ailleurs retirée, sans vraiment calmer le mouvement d'opposition. Ce qui donne des munitions aux opposants de cette taxe, comme Doug Ford au Canada, parti en mission héroïque contre cette mesure.

Qu'on le veuille ou non, la fiscalité est le seul canal efficace permettant de bien distribuer la richesse et de mettre en place les mesures nécessaires favorisant la transition écologique. Une taxe sur le carbone bien conçue et bien appliquée a

un effet dissuasif sur la consommation d'essence, tout en apportant des revenus aux gouvernements. Il s'agit d'un outil dont on ne doit pas se priver. Elle demeure plus intéressante que le marché du carbone, un mécanisme compliqué, se prêtant à la spéculation, à la fraude, et liant la transition énergétique aux caprices du marché.

Il est toutefois important d'associer la création d'éventuelles écotaxes à une vision plus globale de la fiscalité. Le système actuel met un poids très lourd sur la classe moyenne, alors que les plus riches et les grandes entreprises profitent aisément des échappatoires offertes par les paradis fiscaux. La concurrence fiscale entre les États est un autre facteur qui contribue grandement à soulager les entreprises de leur devoir de payer des impôts. Il s'agit d'un mal qui affecte tous les paliers de gouvernements : pour attirer des entreprises sur un territoire, on leur offre de grasses subventions et de tout aussi généreux cadeaux fiscaux, ce qui devient à la longue très coûteux.

Dans cette situation, toute baisse d'impôt offerte à la classe moyenne devient un soulagement et est grandement appréciée. Avec comme conséquence que les revenus de l'État s'amointrissent toujours davantage. Et qu'il devient alors très difficile d'offrir de bons services publics, de réduire les inégalités sociales et de combattre les changements climatiques, faute de moyens.

### Prêts pour un changement radical

Nous sommes donc prisonniers de deux spirales. La première accentue le fossé entre pays riches et pays pauvres, avec les problèmes de migration qui en découlent, entre autres. La seconde nous enferme dans un climat d'austérité perpétuelle, les États se mettant dans une position où il leur est impossible d'aller

chercher les revenus dont ils ont besoin. Plus personne n'ignore aujourd'hui les problèmes conséquents. Même les organisations internationales qui ont soutenu fermement les mesures responsables du désordre actuel, comme le Fonds monétaire international et le Forum économique mondial, ne cessent de lancer des signaux d'alerte.

Mais plutôt que de proposer les changements qui s'imposent, soit une transformation en profondeur de notre système économique, tant nos gouvernements que les grandes entreprises préfèrent mettre de l'avant de fausses solutions. Comme produire encore et toujours plus de biens, mais avec de l'énergie verte. Ou remplacer le moteur à explosion par des véhicules électriques. Ou relancer l'économie avec des accords de libre-échange, en faisant croire que la richesse éventuellement créée par de polluants déplacements sans fin de marchandises finira un jour par se déverser sur les plus pauvres. Ou se fier à la responsabilité des très grandes entreprises qui, prises d'une ferveur soudaine, deviendraient écoresponsables, et s'intéresseraient aux moins nantis en se lançant dans d'aléatoires opérations caritatives.

Au Québec plus particulièrement, le terme « radical » a toujours soulevé une certaine crainte, comme si notre société, qui aime tant le consensus, se rebutait devant des transformations risquant de déplaire à certains. C'est pourtant ce qu'il faut souhaiter, un tournant radical dans nos choix de société. Parmi ces choix : une fiscalité beaucoup plus équitable ; une réglementation sévère contre les pollueurs afin de mieux protéger la santé de la population ; une limitation extrême de l'exploitation des énergies fossiles ; la priorité accordée à des services publics de qualité et à de bons programmes sociaux ; une vision autre de la consommation, basée sur la durabilité des produits

et la réduction des déchets. Des solutions simples, applicables, mais qu'on refuse de mettre en œuvre et qui équivalent, dans le domaine de l'économie, à un gigantesque changement de culture.

Le défi pour le mouvement social dans les prochaines années est de faire pression sans relâche sur nos gouvernements pour changer cette culture. Ce qui s'avère considérable. Le gouvernement libéral, à Ottawa, est de ceux dont les bonnes intentions hautement affirmées s'effondrent tragiquement dès que des intérêts économiques particuliers sont en jeu.

Celui de la CAQ, au Québec, est un véritable néophyte, sinon un béotien, lorsqu'il s'agit d'aborder les questions sociales et environnementales. Il s'agit tout de même de deux gouvernements qui pourraient rester sensibles à des revendications affirmées de la population, puisqu'ils semblent un peu moins empêtrés dans l'inflexible dogmatisme économique des conservateurs et des libéraux provinciaux qui les ont précédés.

La dégradation de l'environnement, la croissance constante des inégalités sociales, chacun de ces phénomènes étant

imbriqué l'un dans l'autre, nous donnent raison d'agir le plus fermement possible. L'idéologie responsable de la fabrication du monde actuel est plus ébranlée que jamais. Il est très clair que le refus de changer ne se justifie plus par des théories, mais reste le lot d'une élite omnipotente qui s'accroche avec un puissant acharnement à ses privilèges. Il faut espérer que l'instabilité que nous vivons présentement et les dangers qui se pointent aient au moins l'avantage d'impulser le grand virage nécessaire.

---

## En savoir plus !

---



Ce texte de Philippe Descamps est certes une gifle aux visages des grands pollueurs, mais il circonscrit également la cause des gilets jaunes dans une perspective plus globale. En effet, si l'augmentation des coûts du carburant affecte tout le monde, au final, les conséquences liées à cette dépense affaiblissent davantage les moins nantis de la société. [Lire le texte...](#)



Pourquoi sommes-nous rendus là ? Pour expliquer les inquiétudes des membres du GIECC, l'auteure Naomi Klein évoque notamment une responsabilité médiatique, une prise à la légère des constats environnementaux émis dans les années 1980 et un manque flagrant de volonté politique. [Lire le texte...](#)



Dans ce texte que vous avez peut-être vu passé sur notre fil [Facebook](#), dix solutions audacieuses ont été envisagées par le Réseau Action Climat pour concilier justice sociale et écologie. Comme vous le remarquerez, ces initiatives sont françaises, mais la plupart des principes fondamentaux des solutions proposées seraient possiblement viables au Québec. [Lire le texte...](#)

---

## Formations à venir

---

- 20 février - [Histoire du mouvement communautaire](#)  
27 février - [Gestion du temps et des priorités](#)  
13 mars - [Évaluation du personnel](#)  
20 mars - [La résilience: un outil essentiel à mon rôle d'intervenant-e](#)  
22 mars - [Garder le feu sacré](#)  
27 mars - [Les manipulateurs relationnels](#)
- 

---

## 30<sup>ème</sup> du CFCM

---

Le 20 décembre dernier avait lieu le 30e anniversaire du CFCM. Près de 100 personnes, majoritairement des membres, se sont déplacées pour faire de cet événement un succès ! Un grand merci aux bénévoles et aux invités pour leur aide apportée tout au long du processus.